

**REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS « BIODIVERSITE 2026 »
(sans obligation d'achat)**

**ORGANISATEUR
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE DROME ARDECHE**

1. ORGANISATION

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire Drome Ardeche, société Anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, Régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 352 271 000 euros. Siège social : Espace Fauriel – 17, rue des Frères Ponchardier – B.P. 147 – 42012 Saint-Etienne cedex 2 – 383 686 839 RCS Saint-Etienne. Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052. Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs », n° CPI 4202 2018 000 023 421 délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne, garantie CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS. Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042). ML 06/2025

(ci-après l' « **Organisateur** » ou la « **Caisse d'Épargne** ») organise L'Appel à Projets « **BIODIVERSITE** » 2026 (l' « **Appel à Projets** ») selon les conditions définies dans le règlement de l'Appel à Projets (le « **Règlement** »).

2. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation à l'Appel à Projets est gratuite et sans obligation d'achat, de souscription ou d'adhésion à des contrats, produits ou services.

Les frais inhérents ou induits par la participation à l'Appel à Projets (y compris de préparation et soumission des dossiers de candidature, de déplacement, etc.) restent intégralement à la charge des personnes participant à l'Appel à Projets.

L'Appel à Projets est exclusivement ouvert aux personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- Être une collectivité, un établissement public, une association loi 1901, un fonds de dotation, une fondation ou structure éligible au mécénat, cliente ou non de la Caisse d'Épargne, dont le siège ou une antenne est localisé sur le territoire de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche,
- existant depuis au moins 24 mois,
- justifiant de ressources financières diversifiées,
- démontrant une capacité à mobiliser des ressources locales, des cofinancements et autres soutiens extérieurs.

Les structures ou organismes désignés ci-après ne peuvent pas déposer une candidature :

- Les organismes liés à une entreprise ou à un secteur d'activité (comité d'entreprise, syndicat professionnel...).
- Les particuliers et les entreprises.
- Les organismes de droit étranger.

Dans le cadre de son appel à projets, la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche invite les structures à soumettre des projets s'inscrivant dans les thématiques suivantes :

- La restauration d'écosystèmes (eau, zones humides, forêts ou milieux naturels).
- La protection des espèces (faune, flore, corridors écologiques, nichoirs, inventaires).
- La réduction des pollutions et la préservation des sols.

La Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche encourage les propositions innovantes et durables qui répondent à ces enjeux cruciaux pour notre territoire.

Les objectifs de cet appel à projets sont multiples :

- Susciter et aider des initiatives locales originales.
- Accompagner les projets du territoire en lien avec les enjeux de préservation de la biodiversité.
- Favoriser l'émergence de projets novateurs.

Les dons ne financent pas :

- Les frais de gestion récurrents.
- Les projets ponctuels comme les colloques, les conventions, les conférences, les salons, les voyages...
- Les difficultés financières de l'organisme.

Les projets présentés doivent respecter les conditions suivantes :

- Un même porteur ne peut bénéficier d'un financement que pour un seul projet sur une période de 3 années révolues.
- À titre dérogatoire, les structures d'une dimension départementale ou bi-départementale pourront bénéficier du financement de 2 projets sur une période de 3 années révolues.

Sont exclus de l'Appel à Projets :

- Les projets liés à l'insertion professionnelle,
- Les projets relevant du champ de la formation ou de l'éducation (établissements scolaires, centres de loisirs, etc.),
- Les initiatives individuelles ne s'inscrivant pas dans une démarche collective portée par une structure éligible.

Ces conditions cumulatives s'apprécient au moment de l'examen du dossier de candidature et devront perdurer jusqu'à la remise des dotations de l'Appel à Projets.

L'Appel à Projets est limité à une seule inscription par entité (mêmes dénomination, adresse postale, électronique personnelle ou professionnelle).

3. MODALITES DE PARTICIPATION

3.1. Phase 1 de l'Appel à Projets (du 15 avril 2026 à 10h00 (heure de Paris) au 26 juin 2026 à 18h00 (heure de Paris) inclus) :

Entre le **15 avril** 2026 à 10h00 (heure de Paris) et le **26 juin** 2026 à 18h00 (heure de Paris) inclus, pour participer à l'Appel à Projets, il convient de :

- (i) remplir, de manière complète et sincère, le dossier de candidature disponible <https://projets.celda.caisse-epargne.fr/fr/> en renseignant les informations demandées sur la page de dépôt du dossier de candidature,
- (ii) fournir les documents sollicités sur la page de dépôt du dossier de candidature
- (iii) accepter le Règlement par la soumission du Projet.

Tous les documents et informations transmises à l'Organisateur dans le cadre de l'Appel à Projets (ci-après, les « **Documents** »), ainsi que tous les droits d'auteur et autres droits de propriété y afférents, deviennent la propriété de l'Organisateur dès leur transmission. Les Documents ne seront pas restitués aux Participants. Les Participants acceptent de prendre toute mesure (y compris, mais sans s'y limiter, déclarations sur l'honneur et autres documents) raisonnablement demandée par l'Organisateur aux fins de mettre en place, parfaire ou confirmer la propriété de l'Organisateur sur les Documents et de tout autre droit de propriété y afférent.

L'Organisateur pourra transférer l'intégralité de ces documents et informations transmises dans le cadre de l'Appel à Projets, ainsi que tous les droits d'auteurs et autres droits de propriété y afférents à la Fédération nationale des Caisses d'Epargne, organe de représentation et d'expression des Caisses d'Epargne régionales.

Le Participant garantit que les photographies/vidéos mises en ligne sont des créations qui lui sont strictement personnelles, et à ce titre qu'elles ne portent pas atteinte à un quelconque droit de propriété intellectuelle d'un tiers, notamment en reprenant partiellement ou intégralement une œuvre protégée au titre du droit d'auteur, des marques ou dessins et modèles. Le Participant garantit également que les photographies/vidéos diffusées ne portent pas atteinte au droit à la vie privée et notamment au droit à l'image des personnes représentées. Le cas échéant, le Participant garantit avoir obtenu des personnes figurant sur la/les photographie(s)/vidéo(s) les autorisations nécessaires permettant son/leur utilisation et sa/leur reproduction et représentation dans le cadre de l'ensemble des exploitations prévues dans le cadre de l'Appel à Projets et des opérations publicitaires de l'Organisateur. Le Participant garantit que ses photographies/vidéos ne portent pas atteinte à la réglementation en vigueur, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

A ce titre, le Participant est seul responsable des photographies diffusées sur le Site et garantit l'Organisateur contre (i) toute réclamation, revendication, action, trouble, éviction et/ou opposition précontentieuse et/ou contentieuse fondée ou non (et tous les frais y étant associés), (ii) toute condamnation (et tous les frais y étant associés, y compris les frais d'avocat), au titre d'une décision de justice devenue définitive et sans appel, ayant pour fondement une atteinte à un droit de propriété intellectuelle ou atteinte à l'image et à la vie privée d'un tiers, résultant de la diffusion des photographies/vidéos dans le périmètre de l'autorisation, et (iii) tous dommages et intérêts sur le même fondement.

L'Organisateur se réserve le droit de refuser ou supprimer toute photographie/vidéos ne respectant les conditions susmentionnées et en conséquence de disqualifier le Participant.

3.2. Phase 2 de l'Appel à Projets (du 29 juin 2026 à 10h00 (heure de Paris) au 30 octobre 2026 à 18h00 (heure de Paris) inclus) :

Du **29 juin 2026** à 10h00 (heure de Paris) au **30 octobre 2026** à 16h00 (heure de Paris), l'Organisateur procédera à l'examen des Projets déposés dans le cadre de l'Appel à Projets et désignera les lauréats de l'Appel à Projets.

Le jeudi 24 septembre 2026, le Jury désignera les lauréats au regard des dossiers de candidature à l'Appel à Projets des Participants.

Le Jury n'est pas tenu de motiver sa décision de désignation des Lauréats.

En l'absence de réponse des Lauréats concernés dans un délai de 30 jours après l'annonce des résultats ou en cas de renonciation expresse des Lauréats concernés à bénéficier de leur dotation, cette dotation ne sera pas attribuée, ne pourra en aucun cas être réclamée ultérieurement par lui et pourra être utilisée dans le cadre d'une opération ultérieure, si la nature de la dotation le permet, ou, être conservée par l'Organisateur, sans que la responsabilité de l'Organisateur ne puisse être engagée.

4. DESCRIPTION DES DOTATIONS

La dotation accordée à chaque Lauréat sera déterminée par le Jury en fonction de la nature du projet soumis par le Lauréat et des besoins identifiés, dans la limite d'un montant maximum de vingt mille euros (20 000 €) par projet. La décision du Jury sur le montant de la dotation accordée ne saurait faire l'objet d'une contestation. Les dotations sont non modifiables, non échangeables, non cessibles et non remboursables. En conséquence, elles ne seront ni reprises, ni échangées, ni remplacées par un autre objet ou valeur ou service pour quelque cause que ce soit. Il ne sera attribué aucune contre-valeur en espèce en échange de la dotation gagnée, pour quelque cause que ce soit. En cas d'incapacité de l'Organisateur de fournir la dotation décrite ci-dessus, l'Organisateur se réserve le droit de remplacer la dotation annoncée par une dotation d'une valeur commerciale équivalente et/ou de caractéristiques proches.

L'attribution d'une dotation ne saurait garantir le succès du projet soumis par le Lauréat dans le cadre de l'Appel à Projets, ni écarter tout risque lié à ce projet inhérent au lancement d'une nouvelle activité.

L'Organisateur se réserve le droit de ne pas attribuer l'ensemble des dotations mentionnées dans le Règlement s'il n'y a pas suffisamment de projets présentés répondant aux critères de sélection mentionnés à l'article « Désignation des Lauréats et remise des dotations » du Règlement.

Les projets soutenus feront l'objet d'une évaluation dans un délai de deux ans suivant la date de versement de la dotation. Cette évaluation a pour objet de vérifier la bonne utilisation des fonds alloués, ainsi que de mesurer les résultats et l'impact du projet au regard des objectifs initialement présentés.

5. CONFIDENTIALITE

L'Organisateur s'engage à garder confidentielles l'ensemble des informations qui lui sont communiquées.

Les Participants doivent avoir entrepris les démarches nécessaires afin d'assurer la protection de leurs droits de propriété intellectuelle, notamment en ce qui concerne les dépôts de brevets.

6. MODIFICATION OU ANNULLATION DE L'APPEL A PROJETS

L'Organisateur se réserve le droit de modifier, d'interrompre, d'annuler, de reporter ou de suspendre L'Appel à Projets à tout moment et sans préavis sans que cette décision puisse donner lieu à une quelconque réclamation ni à un quelconque dédommagement. Les modifications du Règlement éventuellement effectuées pendant l'Appel à Projets seront annoncées par mail aux Participants. Lesdites modifications sont réputées acceptées par les Participants.

7. DISQUALIFICATION

L'Organisateur se réserve également le droit d'exclure de la participation de l'Appel à Projets toute personne troublant le déroulement de l'Appel à Projets (notamment en cas de triche ou de fraude) ou n'ayant pas respecté les conditions du Règlement et de déchoir le Participant de son éventuel droit à obtenir une quelconque dotation.

Aucune réclamation afférente à l'Appel à Projets ne pourra être reçue après un délai de 30 jours calendaires à compter de la clôture de l'Appel à Projets. L'Organisateur se réserve le droit de poursuivre en justice quiconque aura fraudé ou tenté de le faire.

8. FORCE MAJEURE – LIMITATION DE RESPONSABILITE

La responsabilité de l'Organisateur ne saurait être engagée pour tout dommage direct ou indirect, matériel ou immatériel, de toute nature, causé par (i) la force majeure, des circonstances indépendantes de sa volonté (fraude, tentative de fraude, etc.) ou toute autre circonstance qui l'exigerait, si L'Appel à Projets devait être modifié, suspendu, prolongé, écourté ou annulé, (ii) la défaillance de tout matériel de réception ou des lignes de communication, (iii) la perte de tout courrier papier ou électronique et, plus généralement, de perte de toute donnée, (iv) des problèmes d'acheminement notamment des dotations, (v) une défaillance technique, matérielle et logicielle de toute nature, (vi) l'utilisation ou la jouissance de leur dotation ; toute réclamation à ce sujet devra être adressée directement par le gagnant au fabricant de la dotation concernée, (vii) éventuelles grèves ou dispositions légales ou réglementaires ne permettant pas aux gagnants de profiter pleinement de leur dotation.

9. DROIT A L'IMAGE

Sous réserve de l'accord exprimé dans leur dossier de candidature, les Lauréats autorisent l'Organisateur à utiliser leurs prénoms et leur ville de résidence dans le cadre d'opérations de communication relatives à l'Appel à Projets, sans aucune contrepartie autre que la remise de la dotation.

Sous réserve de l'accord exprimé dans leur dossier de candidature, les Lauréats autorisent l'Organisateur, sans aucune contrepartie autre que la remise de la dotation, à :

- Reproduire, représenter et exploiter leur image et, le cas échéant, leurs propos tels que fixés sur les photographies ou films pendant la remise des dotations, directement ou par tout tiers autorisé par l'Organisateur ;
- Le cas échéant, apporter à la fixation initiale de leur image ou propos toute modification dès lors qu'elle n'entraîne aucune altération ni ne porte atteinte à l'image des Participants ;
- Reproduire représenter et exploiter leurs nom, marque, sigle, ainsi que leur image et celle de ses biens telle que fixée sur les photographies et/ou vidéos susvisées et, les propos qu'ils auront tenus dans le cadre de la remise des dotations, directement ou par tout tiers autorisé par l'Organisateur :
 - **Définir le territoire** : France ;
 - Par tous modes et procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, notamment par voie de presse écrite, par voie audiovisuelle, informatique (notamment sites internet, intranet, réseaux sociaux) ;
 - Sur tout support écrit et/ou numérique (papiers, pellicules, vidéos, CD-ROM, CDI, DVD, ...) et en tous formats, et isolément ou en association avec d'autres images, insérés ou non dans des documents audiovisuels, informatiques, multimédias, etc. ;
 - Dans le cadre de la promotion de l'Appel à Projets ou pour la communication non publicitaire (à savoir la communication hors achat d'espace publicitaire), interne et externe de l'Organisateur ;
 - Pour une durée déterminée de 2 ans à compter de la date de signature du dossier de candidature.

Le cas échéant, les Participants garantissent l'Organisateur de la jouissance paisible des éléments visés au présent article.

Les gagnants ne souhaitant pas que ces informations soient accessibles au public devront en informer l'Organisateur à l'adresse suivante : celda-b-projets-rse@celda.caisse-epargne.fr

10. CONSULTATION DU REGLEMENT

Le Règlement peut être adressé à toute personne qui en fait la demande à l'adresse suivante, jusqu'à un mois après la date de clôture de l'Appel à Projets fixée au 26 juillet 2026.

Les demandes incomplètes ne seront pas prises en compte. Aucune information ne sera donnée par téléphone.

11. DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la participation à l'Appel à Projets, l'Organisateur recueille des données à caractère personnel (« **Données Personnelles** ») concernant les Participants. À défaut, la participation des Participants ne pourra pas être prise en compte. L'Organisateur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer que les traitements de Données Personnelles sont effectués conformément à la législation applicable.

Nature des Données Personnelles :

- adresse, numéro de téléphone, courriel, civilité, nom, prénom, qualité de salarié de la Caisse d'Epargne, qualité d'administrateurs de la Caisse d'Epargne pour le contact au sein de la structure
- nom, prénom du représentant légal ou du dirigeant de la structure

Finalités du traitement des Données Personnelles : respect d'une obligation légale à laquelle l'Organisateur est soumis, gestion et suivi de la participation à l'Appel à Projets, remise des dotations, gestion et suivi de l'octroi de la dotation, participation éventuelle au concours Coups de Cœur.

Destinataires des Données Personnelles, responsable(s) de traitement : L'Organisateur, la Fédération nationale des Caisses d'Epargne.

Durée de conservation : La durée de conservation des données à caractère personnel des Participants est de 5 ans à l'issue de l'Appel à Projets.

Exercice des droits : Les Participants bénéficient d'un droit d'accès à leurs Données Personnelles. Dans les conditions prévues par la loi, les Participants peuvent également demander une limitation du traitement, la rectification ou l'effacement de leurs Données Personnelles, retirer leur consentement au traitement de leurs Données Personnelles, demander leur portabilité ou communiquer des directives sur leur sort en cas de décès.

Les Participants disposent également du droit de s'opposer au traitement de leurs données à des fins de prospection commerciale.

Ces droits peuvent, sous réserve de justifier de leur identité par la production d'une copie d'identité, être exercés à tout moment aux adresses suivantes :

Par courrier postal :

Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche
Délégué à la Protection des Données
APPEL A PROJETS « BIODIVERSITE 2026 »
17 rue Ponchardier
42012 Saint Etienne Cedex

Par courriel : celda-b-dpd@celda.caisse-epargne.fr

Réclamations : Les Participants concernés ont le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle en charge de la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. En France, l'autorité de contrôle est :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS Cedex 07

Les Participants peuvent consulter notre notice d'information sur la protection des données personnelles à cette adresse : <https://www.caisse-epargne.fr/loire-drome-ardeche/protection-donnees-personnelles> à tout moment sur notre site internet <https://www.caisse-epargne.fr/loire-drome-ardeche/>

12. LISTE D'OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

L'Organisateur s'engage à n'utiliser les coordonnées téléphoniques des Participants que pour la gestion de la participation à l'Appel à Projets, la gestion du tirage au sort et la remise des dotations. Sans préjudice de ce qui précède, conformément à l'article L. 223-2 du Code de la consommation, les Participants sont informés qu'ils disposent, s'ils le souhaitent, du droit de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique Bloctel gérée par la société Opposetel accessible sur le site : www.bloctel.gouv.fr]

13. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Toutes les dénominations, marques, droits d'auteur, dessins, modèles et autres droits de propriété intellectuelle cités au Règlement ou sur les supports dédiés à l'Appel à Projets demeurent la propriété exclusive de leur auteur, déposant et/ou titulaire. En outre, conformément au droit français de la propriété intellectuelle, la reproduction, la représentation et l'exploitation de tout ou partie des éléments composant L'Appel à Projets et le Site en ce compris notamment les marques qui y figurent, sont strictement interdites.

14. CONVENTION DE PREUVE

Sauf en cas d'erreur manifeste, il est convenu que les informations résultant des systèmes d'information de l'Organisateur ou de ses prestataires, telles que notamment date et heure d'envoi et de réception des courriels de notification et de réponse, date et heure d'envoi et de réception des formulaires de participation, ont force probante dans tout litige, quant aux éléments de connexion et au traitement informatique desdites informations.

15. LOI APPLICABLE / LITIGES / ATTRIBUTION DE JURIDICTION

L'Appel à Projets et le Règlement est soumis à la loi française.

Si l'une ou plusieurs dispositions du Règlement devaient être annulées ou déclarées sans effet, il n'en résulterait pas pour autant la nullité de l'ensemble du Règlement ou de ses autres dispositions et cela n'affecterait pas l'exécution des engagements souscrits par les parties au titre du Règlement.

Les éventuelles réclamations ou contestations relatives à l'Appel à Projets et au Règlement doivent être formulées par écrit jusqu'à 30 jours calendaires après la date de fin de l'Appel à Projets (cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse suivante : celda-b-src@celda.caisse-epargne.fr

L'Organisateur et les Participants à l'Appel à Projets s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent Règlement. Si le désaccord persiste, il sera soumis aux tribunaux compétents.